

CONTR~~A~~ATOM

L'OMS toujours sous le joug de l'AIEA

Participez à l'action

internationale de protestation !



Nous demandons que l'Organisation Mondiale de la Santé reprenne ses droits sur l'information concernant les effets de la radioactivité sur la santé humaine et qu'elle ne soit plus soumise au contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique.

Agenda

Genève

jeudi 26 avril	11h00	Place des Nations	Rassemblement pour le lancement de l'Action «OMS Indépendante». (V. p. 5)
	20h00	UOG place des Grottes	Projection de «Controverses nucléaires» de W. Tchertkoff suivi d'un débat avec le réalisateur. (V. p. 5)
mardi 1er mai	14h45	Devant la Brasserie Bagatelle, angle rue Necker	Rendez-vous au départ du cortège du 1er mai. Pour que la lutte antinucléaire soit présente dans ce défilé.
17, 18, 19, 22 et 23 mai	20h00	Ecurie-Buvette de l'Ilot 13 18 rue de Montbrillant	Théâtre «Elena ou la mémoire du futur» Brut de Béton Production (V. p. 5)

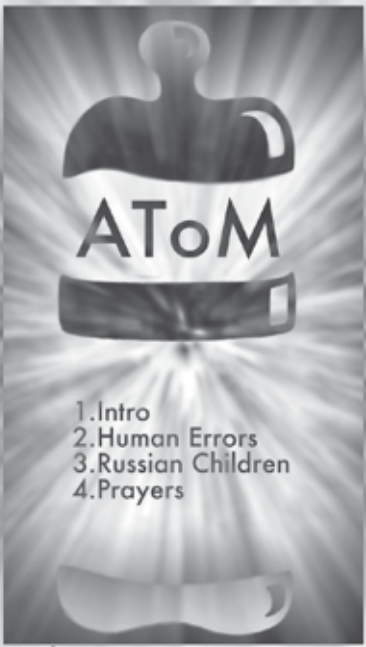
AToM est un disque compact, réalisé de manière indépendante, qui évoque la catastrophe de Tchernobyl sous forme de musiques électroniques.

Une chronologie instrumentale qui, d'une certaine manière, rend hommage aux victimes d'un mal qui dure depuis 20 ans.

Beaucoup de victimes ne sont pas encore nées

Pour le découvrir, vous pouvez commander ce disque sur son site dédié en me laissant un mail.

Vous pourrez y écouter des extraits choisis.



Nicolas Ferranti

15.- Frs (frais de port inclus)

<http://web.mac.com/ferranti/iweb/atom/atom.html>

sommaire du n° 85

Editorial.....	3
Tchernobyl: 21 ans de mensonges avec la complicité de l'AIEA.....	4-5
Elena ou la mémoire du futur.....	5
Nucléaire et libéralisation à Berne.....	6-7
Lettre de lecteur.....	7
Consommation d'énergie: c'est comment qu'on freine?.....	8-9
Brèves.....	9
Le problème de déchets nucléaires résolu? Mon oeil!.....	10-11
Nucléaire et changement climatique: le grand bluff.....	12
Superphénix, Superfolie.....	13
17 mars: des milliers de personnes contre le nucléaire.....	14
Tout savoir sur l'EPR.....	15
«Coming out» énergétique 2.....	16

CONTRATOM

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 740 46 12
www.contratatom.ch
info@contratatom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

Tirage 1300 exemplaires
Imprimerie du Lion
Cotisation annuelle (comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement: 30.- F
Soutien: 60.- F ou plus...

Le CCP de ContrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité. **Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0**

Découvrez et faites découvrir la revue

S!ence

ÉCRITURE • ALTERNATIVES • MANIFESTES

Abonnement-découverte: 25.- FS
les 6 premiers numéros.

Abonnement d'un an: 85.- FS
les 12 numéros.

Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à:

ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8

en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai. Vous pouvez aussi payer directement sur le

CCP: 17-497696-4

ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève



Chères, Chers ContrAtomistes,

Ce n'est pas le moment de flancher, de sérieuses luttes nous attendent ! Il va falloir contrer avec efficacité la vague pronucléaire qui déferle actuellement aussi bien sur la scène médiatique qu'au sein de l'arène politique: «L'avenir de notre pays ne saurait se passer du nucléaire» déclare-t-on en haut lieu où la construction d'une, voire de deux, nouvelles centrales nucléaires est sérieusement envisagée !

Soudain soucieux de protéger notre environnement, les partisans de l'atome présentent aujourd'hui le nucléaire comme étant le remède souverain à tous nos maux: lutte contre le réchauffement climatique, solution à la pénurie de pétrole qui se profile, assurance d'un avenir énergétique radieux grâce à cette source inépuisable, propre et bon marché ! Le rêve ! A les entendre, le nucléaire ne serait ni plus ni moins qu'une énergie écologique !

Quelle hypocrisie ! Aucun des problèmes majeurs découlant de cette technologie mortelle n'est sur le point d'être résolu, à commencer par celui de la gestion des déchets radioactifs dont le stock ne cesse de prendre du volume.

Le lobby nucléaire et les politiciens qui le soutiennent ont très bien compris que **ces encombrants déchets constituaient un obstacle majeur à l'acceptation par l'opinion publique de nouvelles centrales nucléaires**, si bien qu'en Suisse comme en France, de scandaleux projets d'enfouissement ont été élaborés à la hâte et sont actuellement présentés comme étant **la solution** miracle !

Que ce soit à Bure dans la Meuse en France ou à Benken chez nous dans le canton de Zurich, on creuse et on s'apprête à cacher dans les entrailles de la Terre ce que l'on ne peut assumer! Pour donner l'illusion que ces projets se font en accord avec la population, des procédures de consultation «bidon» sont organisées par les autorités, mais les dés sont pipés, tout est déjà décidé! Ce qui compte pour les nucléocrates, c'est de se débarrasser au plus vite de ces monstrueux déchets afin que l'on puisse passer allégrement à l'étape suivante: l'affaire des déchets réglée, plus rien ne fera barrage à la construction de nouvelles chaudières atomiques! Et c'est ainsi qu'avec la caution d'une majorité de la population ignorante et silencieuse, les nucléocrates prennent en catimini leurs décisions criminelles et nous entraînent dans leurs projets mortifères !

Ignorante, cette opinion publique ? A qui la faute? Elle n'est pas, ou si mal, informée! Plus de 20 ans après la catastrophe de Tchernobyl qui a laissé pour toujours les traces indélébiles que l'on connaît, **les thèses officielles continuent de minimiser les effets dévastateurs de la radioactivité sur l'être humain et son environnement!** Souvenez-vous du rapport datant de l'an dernier, produit par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) et cosigné par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), qui minimisait outrageusement le bilan de la catastrophe: pour ces deux organismes, marchant main dans la main en vertu de l'accord scandaleux de 1959, Tchernobyl se résume à 56 morts et 4'000 cancers de la thyroïde, dont 99% sont guéris! De qui se moque-t-on ? Et pourtant... rien d'étonnant à cette campagne de désinformation: **la mission première de l'AIEA étant de promouvoir l'énergie nucléaire dans le monde et d'en accélérer le développement**, il est logique, dans cette optique, qu'elle cache la terrible réalité pour ne pas installer le doute dans l'opinion publique ! De même, les dirigeants des pays dotés de l'énergie nucléaire n'ont, eux non plus, aucun intérêt à affoler leurs populations. Dangereuse la radioactivité ? Allons donc !

Ce constat affligeant établi, le plus difficile reste à faire: **trouver les moyens de faire entendre notre voix car la société civile a aussi, et plus que jamais, son mot à dire dans cette affaire.** Si elle se montre efficace et déterminée, elle finira par l'emporter ! **Quand la pression venue d'en bas est assez forte, ceux d'en haut finissent toujours par céder !** A nous de faire monter la pression: manifs, pétitions, lettres de lecteurs, dialogue avec notre entourage etc.

Occupons le terrain ! Dans ce numéro, vous trouverez diverses propositions d'actions, à vous de les saisir !

Le lobby nucléaire est partout ? Nous aussi !

A bientôt sur le terrain !

Anne-Cécile

Tchernobyl

21 ans de mensonges avec la complicité de l'OMS



Le 26 avril prochain, jour anniversaire de l'accident de Tchernobyl, débutera devant le siège de l'Organisation Mondiale de la Santé à Genève, une action de présence permanente pour une durée indéterminée visant à obtenir que cette agence de l'ONU recouvre sa liberté d'action dans le domaine du nucléaire. Chacun peut se joindre à cette action pour que la science retrouve ses droits sur l'étude des conséquences de la radioactivité sur la santé humaine.

Cette action vise à dénoncer une nouvelle fois l'existence de l'accord contre-nature signé en 1959 entre l'OMS et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui empêche l'OMS d'agir librement en faveur des populations contaminées par la radioactivité.

Depuis la catastrophe de Tchernobyl, il est devenu évident que cet accord empêche les milieux médicaux de témoi-

rir avec des aliments radioactifs, est un fait absolument nouveau, produit par la catastrophe de Tchernobyl, dont l'humanité n'a aucune expérience.

Les victimes de cette « expérimentation » témoignent de leur abandon au milieu de la radioactivité qui ronge leur vie depuis 21 ans et les tue, elles et leurs enfants. Elles ne comprennent pas **pourquoi le monde ne les voit pas, ne les entend pas, alors que ce dont elles souffrent menace aujourd'hui tous les habitant-e-s de la planète.**

La réponse à leur étonnement existe et elle est révoltante

Pourquoi l'Organisation mondiale de la santé n'a-t-elle rien fait dans les territoires de Tchernobyl? Pourquoi a-t-elle

passé la main et laissé faire son travail de radioprotection par les promoteurs des centrales nucléaires? L'opinion publique dans son ensemble ignore encore l'existence d'un accord signé entre l'OMS et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui empêche l'OMS d'agir librement dans le domaine nucléaire si elle n'a pas l'assentiment de l'AIEA.

Cet accord précise en effet que «chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt ma-

jeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord». Or l'AIEA a pour mission «d'encourager, d'aider et de coordonner dans le monde entier les recherches ainsi que le développement et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques».

Application pratique de cet accord: l'OMS, après avoir attendu cinq ans pour se rendre dans les territoires contaminés par Tchernobyl, publie en 2005, un dernier rapport évaluant à 51 le nombre de morts provoqués par l'accident, auxquels elle ajoute 4000 cancers de la thyroïde «très bien soignés» estime-t-elle. Ce mensonge, cette négation résulte de l'application de l'article 3 de **l'accord qui précise que certaines données peuvent être tenues secrètes.**

Des organisations qui viennent en aide aux victimes de Tchernobyl (Enfants de Tchernobyl Belarus, CRIIRAD, Réseau Sortir du nucléaire, Sortir du Nucléaire Loire-et-Vilaine, Brut de Béton Production) ont décidé de **lancer une campagne pour demander la révision de l'accord** et exiger que l'OMS remplisse sa mission auprès des populations touchées par la contamination radioactive. ContrAtom s'est bien évidemment jointe à elles.

Vous pouvez aussi participer !

Il s'agira d'être présent devant l'établissement de l'OMS à Genève, à partir du 26 avril 2007 jusqu'à fin mai 2007 (soixantième Assemblée mondiale de la santé) et aussi pour les semaines



En Biélorussie, 80 % des enfants sont malades

gnier haut et clair sur les conséquences sanitaires à court et long terme de cette catastrophe globale. Les populations de la région de Tchernobyl supportent ainsi, dans l'indifférence générale, les souffrances dues à l'incorporation de faibles doses de radioactivité.

Vingt-et-un ans après l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, près de 500.000 enfants du Belarus et d'Ukraine, qui n'étaient pas nés au moment de la catastrophe, souffrent de dommages radiologiques.

L'incorporation chronique des radionucléides dans l'organisme de millions de personnes, condamnées à se nour-

et mois qui suivront, chaque jour ouvrable, pour demander avec insistance l'amendement de l'accord passé avec l'AIEA.

La présence est incarnée par une personne au minimum devant le bâtiment de l'OMS (qui pourra être appuyée par quelques autres à proximité). **Nous sommes donc à la recherche de plusieurs personnes** pouvant être présentes du matin à l'heure d'ouverture jusqu'au soir à l'heure de la sortie des employé-e-s et ce pour un ou plusieurs jours. Ces personnes tiendront une pancarte ou banderole portant la revendication de l'indépendance pour l'OMS.

Pour vous inscrire, téléphonez au responsable du planning des présence: André Larivière (France): 04 71 76 36 40

**ou par e-mail
omsindependante@gmail.com**

C'est bien évidemment dans un esprit de non violence qu'est envisagée cette action et son efficacité réside dans sa ténacité, sa répétition.

En Argentine, les mères des disparus de la dictature ont tourné longtemps sur la Place de Mai. Elles ont ainsi contribué à la chute du régime. C'est l'esprit dans lequel on mène ce genre d'action qui produit l'efficacité et comment mieux l'exprimer qu'en reprenant les paroles de Galina Bandajevskaya épouse du Dr Youri Bandajevsky emprisonné pendant 6 ans pour avoir osé dire la vérité de Tchernobyl : «Goutte à goutte, la pierre est creusée, non par la force mais par la répétition.»

En préambule, **une pétition internationale demandant l'amendement de l'accord entre OMS et AIEA** à l'adresse du ministre de la Santé de nos pays respectifs avec copie à la nouvelle directrice générale de l'OMS sera envoyée. **Elle est annexée au présent journal, renvoyez-la signée à ContrAtom et n'hésitez pas à en faire des copies.**

Collectif OMS indépendante

Plus d'informations sur le site www.independentwho.info.

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous le jeudi 26 avril à 11h00 sur la place des Nations (voir ci-après).

Evénements en lien avec cette action

jeudi 26 avril 2007

Rassemblement sur la place des Nations à 11h00 pour le lancement de l'Action «OMS Indépendante». Conférence de presse suivie d'un **cortège en direction de l'Organisation Mondiale de la Santé**. Nous porterons des flambeaux, symboles de la lumière qui reste à faire sur les conséquences de Tchernobyl.

Projection de «Controverses nucléaires» de Wladimir Tchertkoff suivi d'un débat avec le réalisateur à 20h00 à l'UOG place des Grottes (Genève). Ce documentaire explosif, réalisé en 2003, révèle l'existence d'un conflit d'intérêts entre deux agences des Nations Unies, directement responsables de la gestion des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl pour la santé des populations contaminées. On y voit notamment le professeur Fernex qui dialogue avec le Dr Hiroshi Nakajima, ancien directeur de l'OMS. Ce dernier avance clairement qu'entre l'OMS et l'AIEA il n'y a aucun doute sur qui commande : pour tout ce qui concerne le nucléaire, tant civil que militaire, c'est bel et bien l'AIEA !

Elena ou la mémoire du futur



Théâtre

Prologue à «La Supplication» de Svetlana Alexievitch, mise en scène de Bruno Boussagol, dit par Nathalie Vannereau. Brut de Béton Production

Loussia sourit, les yeux brillants, et nous parle de son amour. Son amour pour celui avec lequel elle vivait à Tchernobyl, de celui qui fit partie des pompiers qui allèrent à mains nues colmater les brèches du réacteur éventré, de celui qui mît 14 jours à mourir sous ses yeux. Elle évoque aussi la chape de silence qui s'est abattue sur ces événements comme la chape de béton qui ensevelit la centrale infernale.

Une femme ordinaire emportée dans une convulsion de l'Histoire, une héroïne anonyme d'une tragédie contemporaine, dont le récit est bouleversant. La langue est limpide, claire, belle.

Elle ne pleure pas, elle ne se révolte pas, elle n'accuse pas. Elle dit. Car dire, raconter, témoigner est sa liberté inaliénable. Dire encore pour ne pas oublier et guérir.

17, 18, 19, 22 et 23 mai à 20h00 à l'Ecurie - Buvette de l'Ilot 13

(18, rue de Montbrillant - derrière la gare Cornavin, Genève)

Nucléaire et libéralisation plébiscités à Berne: résistance !

Le 22 mars l'organe fâtier des électriciens helvétiques *Swisselectric* annonçait avec éclat que «*les producteurs suisses de courant*» étaient prêts à investir jusqu'à 30 milliards de francs d'ici 2035. Au menu notamment «*la construction de 2 à 3 centrales nucléaires et de 5 centrales à gaz.*» Ce programme massif d'investissements dans la production de courant sale s'inscrit dans la «stratégie» du Conseil fédéral, qui a rendu public il y a peu son programme électrique ouvrant largement la porte au nucléaire.

Une pénurie voulue

Comme argument choc en faveur de cette relance énergique de l'atome dans notre pays – avec la construction de grandes centrales à gaz comme transition dans l'attente de la mise en ligne des nouveaux réacteurs atomiques – on trouve une «pénurie» de courant, soi-disant inéluctable et largement encouragée.

Qu'on en juge: dans la modification de la Loi sur l'énergie, votée dans le même paquet que la loi sur la libéralisation du marché électrique (LApEI), les buts fixés en matière de réduction de la consommation électrique sont inexistantes. En effet, pour les ménages et eux seuls – donc sans prévoir

«demande» qui est le plus sûr argument des nucléocrates et de leurs projets mortifères de nouvelles chaudières à plutonium.

Planification du nucléaire et...

Mais le soutien de la majorité du parlement au nucléaire est plus explicite encore, puisque le 21 mars, c'est à la majorité absolue de 101 voix contre 71, que le Conseil national votait **une motion** de l'UDC zurichois Robert Keller, **qui exige l'intervention du gouvernement pour «inciter l'industrie électrique à planifier sans délai» les nouvelles centrales atomiques «indispensables à l'approvisionnement de la Suisse.»**

Un sondage récent indique pourtant que 50% des habitant-e-s de ce pays sont hostiles à la construction de nouvelles centrales nucléaires et qu'il ne s'en trouve qu'un tiers à être «plutôt pour». Malheureusement, la majorité politique de droite qui règne en maître au parlement se moque comme de l'an quarante de l'avis des citoyen-ne-s.

Ce mépris s'est incarné encore de manière particulièrement crue **dans le vote par une écrasante majorité du parlement**, y compris la plupart de la gauche et des Verts, **de la LME-bis (dite LApEI), qui libéralise le marché de l'électricité en foulant aux pieds le rejet populaire de la LME il y a 4 ans.**

Certes, la nouvelle LME a été agrémentée de quelques «retouches écolo-cosmétiques», comme l'écrivait la Fondation Suisse pour l'énergie, cet automne. La principale d'entre elles consistant en la perception d'une modeste contribution de 0,6 centimes – au maximum – par kWh qui sera affectée aux énergies renouvelables.

... libéralisation contre les antinucléaires

Mais en «contrepartie», **accepter cette loi, c'est accepter de faire sauter le monopole public et le contrôle démocratique possible sur l'approvisionnement électrique et ses tarifs.** Ainsi, à Genève, avec la première étape de l'ouverture du marché aux «gros» clients qui consomment plus de 100 MWh par an, soit une part de 56% de la consommation électrique actuelle du canton, ceux-ci pourront s'approvisionner où ils l'entendent en achetant du courant au prix le plus bas, aussi «sale» soit-il.



En 2002, la mobilisation contre la privatisation avait été très marquée

d'objectifs en ce qui concerne les gros consommateurs industriels et commerciaux – on trouve la simple «stabilisation» de la consommation à son niveau actuel, ceci pour l'an 2030.

Un tel manque de volonté politique est un clair signal qu'on entend laisser la bride sur le cou à la croissance d'une

Une déclaration ferme de volonté politique «planificatrice» qu'on ne retrouve évidemment pas quand il s'agit de développer les énergies renouvelables et encore moins les programmes de réduction de la consommation au moyen de l'efficacité énergétique et des modifications de comportement indispensables.

Genève renucléarisée ?

A Genève, où nous avons obtenu de haute lutte que les SIG ne distribuent plus aucun courant d'origine atomique, cette LApEI correspond à supprimer d'un coup une conquête antinucléaire importante. Bien plus, nos SIG qui sont – et devraient être encore plus à l'avenir – un acteur essentiel de la politique énergétique antinucléaire du canton, seront contraints, au nom de cette loi fédérale, à distribuer de manière «non discriminatoire» le courant atomique que tel ou tel gros client exigera de recevoir.

En outre, les dispositions actuelles de l'article constitutionnel antinucléaire (160D), issu du vote en 1986 de l'initiative «L'énergie notre affaire», qui prévoient une tarification électrique conforme aux objectifs dudit article et interdisent en particulier les tarifs dégressifs pour les gros consommateurs, seront elles aussi balayées. Les prix de l'énergie électrique «marchandisée» ne relèveront plus de tarifs fixés selon des règles démocratiques et en fonction d'une politique énergétique quelconque, mais bien de contrats privés et des aléas du marché et de la concurrence. Les profits de ce commerce n'iront plus alimenter des fonds publics, pouvant être investis au service de notre politique énergétique, mais serviront à rémunérer les actionnaires.

Les citoyen-ne-s bafoués !

Enfin, l'aspect anti-démocratique d'une décision qui bafoue le vote des citoyen-ne-s, qui ont dit NON à la LME en 2002, à hauteur des deux-tiers pour Genève, est proprement révoltant. C'est pourquoi ContrAtom, qui s'était engagée fortement contre la LME – contrairement à certains milieux écologistes qui étaient persuadés que «le marché tuerait le nucléaire» - continuera à s'opposer dans toute la mesure de ses moyens à cette loi et à la marchandisation accrue de l'électricité.

Cette position s'inscrit également dans le droit fil d'un **soutien conséquent à l'initiative cantonale «Eau-Energie notre affaire: respect de la volonté populaire!» qui est pendante devant le Grand Conseil genevois** et pour laquelle tous les secteurs genevois, de gauche, syndicaux, verts, et environnementaux, s'étaient engagés ensemble.

Anne-Cécile Reimann et Pierre Vanek

Energies ... un autre regard

François Dunant a réagi à un article publié par le quotidien *La Tribune de Genève*. Nous reproduisons ci-dessous la lettre de lecteur qu'il a fait parvenir au journal.

Votre article consacré, le 11 janvier dernier, à la révolution énergétique proposée par l'Exécutif européen, appelle quelques commentaires:

- assimiler l'énergie nucléaire aux énergies renouvelables est une grave tromperie;
- l'uranium ne vient pas de pays européens et le recours à ce combustible ne réduit en rien notre dépendance envers l'étranger;

- les solutions pour les déchets hautement radioactifs ne sont toujours pas trouvées, bien qu'on nous prétende depuis quelques décennies qu'elles existent;

- si le nucléaire était aussi sûr qu'on le prétend, l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique n'aurait pas signé une convention avec l'Organisation Mondiale de la Santé lui permettant de contrôler les informa-



Centrale nucléaire de Leibstadt

- la filière nucléaire n'est pas si peu productrice de CO₂ qu'on veut bien le dire: l'extraction du minerai, l'enrichissement de l'uranium, la construction puis la démolition des centrales, le retraitement, le transport, le stockage, puis l'ensevelissement des déchets et de tous les matériaux contaminés produisent leur part de CO₂;

- on parle beaucoup, ces derniers temps dans vos colonnes, de type d'énergies à développer et de coût des kWh produits, mais pas (ou beaucoup trop rarement) de la plus grande ressource immédiatement disponible: les économies d'énergie qui, selon divers calculs, pourraient correspondre, sans renoncer à notre confort, aux 40% d'électricité produits en Suisse par les centrales nucléaires;

tions concernant les effets d'incidents nucléaires sur la santé des populations (voir les mensonges publiés après l'incident de Tchernobyl).

Il est grand temps de penser autrement et de passer du développement quantitatif à un développement qualitatif et respectueux de la planète et de ses habitants.

Enfouir des déchets hautement radioactifs pour des milliers d'années, ce n'est pas à proprement parler un développement durable. Investir dans les mesures d'économie et dans la production d'énergies renouvelables, voilà qui est nettement plus raisonnable!

L'énergie nucléaire, c'est dépassé!

François Dunant

Consommation d'énergie : c'est comment qu'on freine ?

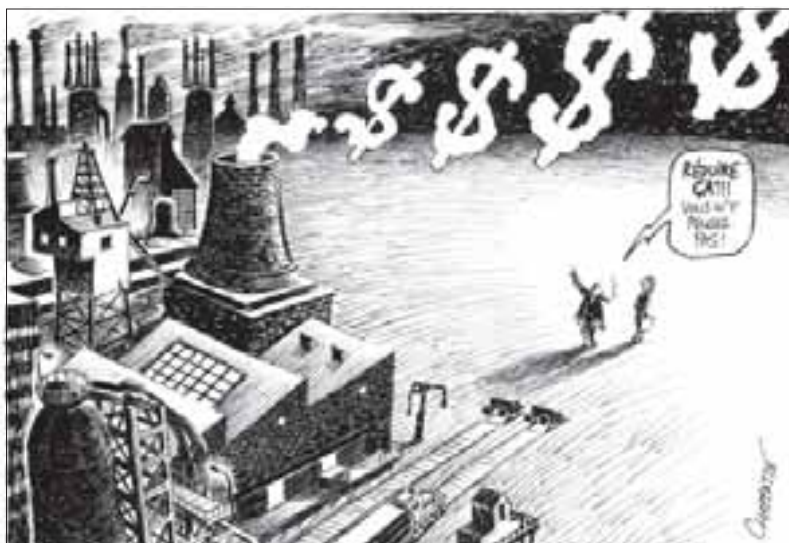
En ce début d'année 2007, l'actualité suisse a été largement occupée par les questions énergétiques. Dans ce chœur général, chacun y est allé de son couplet et si certains ont su improviser avec brio, il est consternant de noter que la majorité du monde politique et économique n'ait pas été en mesure de nous chanter autre chose que l'éternel refrain «fossiles et nucléaire». De plus, ils nous ont rejoué le disque de la libéralisation, le même que le peuple avait refusé d'entendre en 2002. Décidément, l'imagination n'est pas au pouvoir dans ce pays.

La «société 2000 watts»

L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) avait pourtant présenté, le 16 février, le résumé des « Perspectives énergétiques 2035 » de la Suisse. Ce document, aboutissement d'un travail de longue haleine, mené par des spécialistes issus de l'administration, des milieux scientifiques et de l'industrie énergétique, devait constituer la base des futures décisions politiques. Il contient quatre scénarios très élaborés dessinant chacun à sa manière un paysage énergétique futur possible. Parmi ceux-ci, les deux derniers permettaient de se passer totalement de nouvelles centrales nucléaires ou à gaz et le plus ambitieux de tous, le numéro IV, montrait la voie de la «société 2000 watts», en accordant la part qu'elles méritent à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.

Extrait:

Le scénario IV montre qu'un changement d'orientation est possible si la priorité est donnée à l'exploitation économe des ressources et à l'utilisation accrue des technologies innovatrices d'efficacité énergétique qui vont parvenir à maturité. En poussant plus encore le développement technologique, on modifiera les comportements touchant l'investissement, la consommation, le travail et la mobilité. De plus, l'activité économique aujourd'hui grosse consommatrice d'énergie et de matières tendra vers une production axée sur les services et le savoir. L'efficacité fera un bond qualitatif. La consommation finale par tête diminuera d'un tiers par rapport à son niveau en l'an 2000. Les objectifs



climatiques à moyen terme et au-delà seront atteints, les rejets de CO₂ se réduisant d'au moins 40%. La pénurie d'électricité représentera moins de 10% de la demande actuelle du pays, soit beaucoup moins que dans les autres scénarios. L'accroissement des capacités de production peut être remis à plus tard.⁽¹⁾

Un avenir énergétique sans fossile et sans nucléaire existe donc en Suisse, sans décroissance et sans retour à la bougie, et c'est l'Office fédéral de l'énergie lui-même qui l'affirme !

Manque de courage politique

Les auteurs du dossier précisent toutefois que «à la différence des scénarios I et II, les scénarios III et IV sont assortis d'objectifs»⁽²⁾. Là réside sans doute l'origine des réticences des tenants du pouvoir: penser à long terme semble en effet incompatible avec la vision politique actuelle. Difficile de flatter l'électorat tout en mettant en place

des mesures peu populaires parce que contraignantes, touchant notamment à des sphères prétendument privées comme la consommation des ménages ou le mode de transport. Cela explique que nos ministres se soient engouffrés sans hésitation dans la voie la plus largement ouverte par le rapport des experts de l'OFEN et la plus rassurante pour les industriels, celle des scénarios privilégiant le statu quo: grosses centrales et abondance énergétique.

Pourtant, tout le monde s'accorde à dire que les choses doivent changer, que nous courrons à la catastrophe planétaire, notamment climatique, si nos modes de consommation n'évoluent pas. Les chiffres sont alarmants, les prévisions sont claires: **au rythme de consommation actuel, les réserves prouvées d'énergies fossiles – uranium compris – ne sont suffisantes que pour quelques décennies et les émissions de gaz à effet de serre menacent l'équilibre écologique planétaire.**

Si notre société se trouve réellement à la croisée des chemins, pourquoi attendre? C'est maintenant qu'il nous faut décider de l'itinéraire le plus favorable à notre survie, pas demain. Dans ce contexte, **les décisions absurdes qui viennent d'être prises dans le domaine énergétique peuvent être qualifiées de criminelles.**

Halte au gaspillage

En effet la seule manière de réduire notre consommation frénétique d'énergie, est d'agir simultanément sur la demande **et** sur l'offre. **Aussi longtemps qu'une énergie abondante et bon marché sera disponible, qui fera l'effort d'économiser?** Il existe en effet un axiome de la nature humaine qui fait que l'on gaspille ce qui est facile à se procurer, nous avons, par contre, le réflexe d'économiser ce qui est rare. Nos grands-parents et leurs ancêtres ont connu les privations alimentaires dues aux guerres et aux disettes. Ils avaient inscrit, au plus profond d'eux-mêmes, la nécessité de ne pas gaspiller la nourriture et ils nous l'ont inculquée. La jeune génération occidentale, élevée par des parents ignorant tout de la faim, a déjà oublié cette peur. Par contre, il y a une nouvelle sorte de privation qu'elle a de fortes chances de découvrir à ses dépens et à laquelle personne ne l'aura préparée, c'est celle du manque d'énergie.

Notre génération et celle de nos parents sont sans doute les seules qui auront pu se livrer à un tel gaspillage. Il y a fort à parier que nos enfants vivront cette question cruciale de manière diamétralement opposée. Notre rôle, s'il était correctement assumé, serait de les y préparer. Mais qui s'en préoccupe?

Il nous faudra sans doute une crise grave pour prendre les décisions qui manifestement s'imposent pourtant depuis quelques décennies déjà.

Fabienne Gautier

1. OFEN, *Perspectives énergétiques 2035 Management Summary*, janvier 2007, p13.

2. idem, p.10

Tous les rapports sont disponibles sur: www.perspectives-energetiques.ch

Brèves



Le solaire photovoltaïque est rentable

Solaire et «énergie grise»

L'association Hespul vient de publier les résultats d'une étude pour savoir quel est le «temps de retour énergétique» du photovoltaïque. Il s'agit de voir combien de temps est nécessaire à un module photovoltaïque pour produire l'énergie qu'il a fallu dépenser pour le fabriquer.

Exemples: Marseille, intégré toiture: 1,6 ans. Paris, façade: 4 ans.

Durée de vie garantie des modules: 25 ans.

On est donc loin des critiques habituelles qui disent «vos panneaux, ils ne font que restituer l'énergie grise utilisée pour leur construction».

Le solaire est rentable, économiquement et écologiquement!

PG/ source : <http://www.hespul.org>

La pile à hydrogène dangereuse pour l'environnement?

D'après Claude Boyer, un bouillant antinucléaire français qui est malheureusement décédé récemment, la pile à hydrogène serait une «fausse bonne idée»! L'hydrogène aurait le fâcheux inconvénient de passer au travers du métal, ce qui pose un énorme problème de stockage. Libéré à l'air libre, cet ultra-léger monte dans les hautes couches de l'atmosphère où il s'associe à l'oxygène pour former de la vapeur

d'eau. L'humidification de la stratosphère interfère avec les réactions chimiques qui assurent le renouvellement de la couche d'ozone protectrice contre les UV. L'information critique sur l'hydrogène, publiée il y a quelques années par la revue *Science*, n'aurait pas eu l'écho souhaitable dans les médias car elle irait à contre-sens des délires scientifiques et des affairistes des milieux industriels et financiers.

PG/ source : *Lettre de Stop Nogent*, n°108

La SNCF signe un contrat de fourniture d'électricité non nucléaire

La SNCF a signé un «très important» contrat de fourniture d'électricité sur cinq ans avec la société privée Snet, filiale du groupe espagnol Endesa.

Les modalités financières du contrat entre la Snet et la SNCF, troisième consommateur d'électricité en France n'ont pas été précisées. La Snet va pour cela ouvrir cinq nouvelles tranches, cycle combiné gaz, sur ses quatre sites français.

Il est intéressant de constater que la SNCF ne veut plus compter seulement sur EDF.

PG/source: *AFP et Réseau Sortir du nucléaire/mars 2006*

Le problème des déchets nucléaires résolu ? Mon oeil !

Si l'on en croit nos autorités fédérales, le problème des déchets radioactifs serait réglé ! La bonne blague ! Malheureusement, cette plaisanterie risque de tourner au drame si l'on ne parvient pas à faire barrage au funeste projet de «dépôt en couches géologiques profondes» qu'elles concoctent. Ainsi, après avoir balancé impunément pendant des années ces déchets mortels au fond des océans, voilà maintenant qu'on privilégie le stockage souterrain !

La belle imposture! Quel géologue pourrait nous assurer de la stabilité des couches géologiques choisies pour ce genre d'exercice? Et qui peut prévoir

On ne peut pas dire que la publicité faite autour de cette campagne qualifiée d'«offensive» par le DETEC, ait vraiment été présente dans les médias!

cheurs du DETEC ne furent capables de répondre avec pertinence à leurs détracteurs. Isabelle Chevalley de «Sortir du Nucléaire/Vaud», qui avait lu attentivement le rapport du DETEC, mit brillamment en évidence les approximations et les incertitudes qui abondent dans ce document. Elle en a publié des morceaux choisis assortis de commentaires dans le N°68 du journal de «Sortir du Nucléaire» dont nous reproduisons quelques extraits ci-après:

«[...] les radionucléides sont en majorité retenus dans la roche d'accueil [...]

Cela signifie que certains de ces radionucléides vont s'en échapper!

[...] le transfert des radionucléides dans la roche d'accueil sera très lent.

Cela signifie qu'il y aura effectivement déplacement des radionucléides !

Les conditions sont jugées favorables si le système d'écoulement retarde considérablement le transfert des radionucléides de la roche d'accueil vers la biosphère.

Cela signifie qu'un jour la biosphère sera de toute façon contaminée !

[...] la formation de nouveaux écoulements est peu probable [...]

Cela signifie qu'un nouvel écoulement peu très bien arriver et qu'il aurait des répercussions catastrophiques puisqu'il pourrait transporter les radionucléides dans des nappes phréatiques !

[...] la roche d'accueil n'est pas susceptible d'être altérée de manière notable avant une longue période.

Cela signifie que les roches subissent toutes des altérations qu'il est difficile d'évaluer !

[...] les événements liés à la présence du dépôt n'ont pas d'impact significatif sur la fonction de barrière [...]



comment réagiront les conteneurs enfouis au cours des années, des siècles, des millénaires? Qui peut affirmer que des fuites ne se produiront pas un jour ou l'autre, laissant le poison mortel s'échapper dans le sous-sol, contaminant ainsi les nappes phréatiques? Des régions entières seront alors atteintes par la radioactivité! Charmante perspective quand on connaît les retombées terrifiantes de la catastrophe de Tchernobyl.

Pour laisser croire que la population a son mot à dire dans cette affaire, le DETEC (Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) a lancé une campagne de consultation sur ce qu'il nomme: le plan sectoriel «Dépôt en couches géologiques profondes». Cette procédure d'audition a débuté le 15 janvier pour s'achever le 20 avril. Etiez-vous au courant?

Trois soirées publiques ont eu lieu à Berne, Lausanne et Zurich. Une délégation de ContrAtom s'est déplacée à la séance organisée à Lausanne le 22 janvier avec la ferme intention d'intervenir dans le débat afin de marquer notre opposition à ce projet dément. Nous n'avons pas eu grand chose à faire: l'opposition était déjà sur les lieux. Une banderole de protestation ornait le bâtiment où se déroulait la réunion. A l'intérieur, un groupe de jeunes manifestant-e-s fit soudain irruption dans la salle distribuant des tracts sur lesquels on pouvait lire «Avant d'enfouir les déchets, arrêtons d'en produire», «Nous exigeons un arrêt immédiat des centrales nucléaires», «Enterrons l'industrie nucléaire pas ses déchets» etc. Le tract se terminait ainsi: «Nous rejetons ce simulacre de consultation». Bien envoyé!

La suite de la soirée fut marquée par la très forte opposition exprimée dans la salle. A aucun moment les démar-

Commentaire: le terme significatif implique qu'il y aura certainement des impacts !

[...] peut être prédite de manière suffisamment fiable sur la période envisagée.

Commentaire: avec des déchets d'une telle toxicité, il faut des prédictions fiables et non suffisamment fiables! Et encore, ça reste des prédictions...

[...] avec l'étanchéité appropriée [...]

Commentaire: il faut une étanchéité absolue !

[...] ne sont pas susceptibles de poser d'importants problèmes [...]

Commentaire: encore un petit mot qui trahit les incertitudes !

Cherchons ensemble une solution. Très longtemps après le scellage, des substances radioactives s'échapperont du dépôt et parviendront en surface [...] ces quantités doivent rester minimales [...]

Donc, aucune garantie. Normal, elle serait par définition mensongère. Mais la toxicité des déchets radioactifs est telle que nous n'avons pas le droit à l'erreur ! Un gramme de plutonium (et on en produit 700 kg par année en Suisse) peut tuer un million de personnes.

La faisabilité même d'un dépôt en couche géologique profonde doit être remise en question vu les trop nombreuses incertitudes que mentionne ce rapport et qui, quel que soit le résultat de la consultation, resteront inévitables.»

Sondages tous azimuts

Parallèlement à cette procédure officielle de consultation, d'autres organismes se livrent à des sondages d'opinion plus ou moins orientés, tel celui initié par l'EPFZ (Ecole polytechnique fédérale de Zurich) envoyée à Claude Janzi, architecte, qui nous a transmis la réponse qu'il a adressée à ses interlocuteurs. (V. encadré)

Pour remplir ce «sondage scientifique» (sic!), il fallait répondre à 42 questions en cochant des réponses simplistes: «pas du tout», «plutôt non», «ni oui ni non» etc.

Notre correspondant ne s'est pas laissé piégé et a répondu à chaque rubrique par des explications circonstanciées et détaillées.

Quelques exemples

Que pensez-vous des affirmations suivantes? Veuillez indiquer à quel point vous êtes d'accord avec elles:

L'entreposage des déchets radioactifs en couche géologique profonde est la meilleure solution à long terme.

Réponse: la meilleure solution à long terme ce sont les énergies renouvelables

Les déchets radioactifs produits en Suisse doivent être entreposés en Suisse.

Réponse: la radioactivité ne connaît ni limite ni frontière (Voir Tchernobyl).

Il est politiquement possible de trouver une région en Suisse où les déchets radioactifs peuvent être entreposés en couche géologique profonde.

Réponse: avant de se poser cette question, il faut savoir si cela est techniquement possible et selon les techniques proposées si cela est éthiquement acceptable.

Avant de pouvoir discuter de l'entreposage des déchets radioactifs, il faut discuter de l'avenir de l'énergie nucléaire.

Réponse: entièrement d'accord.

Les dernières questions concernaient la situation personnelle du sondé, sexe, année de naissance, formation, profession, revenu etc. Pour la bonne bouche, la dernière question:

S'il y avait des élections dimanche prochain, pour quel parti voteriez-vous?»

Réponse: ces questions me semblent parfaitement hors sujet. Lorsqu'il s'agit d'éviter un naufrage, ce sont des hommes décidés à sauver le bateau dont on a besoin quels que soient leur sexe, leur âge, leur statut social, professionnel ou familial, leurs diplômes, leurs salaires ou leur appartenance politique (en ce qui concerne ce dernier point, il y a fort longtemps que je ne vote plus pour un parti, mais uniquement pour des idées).

Si toutes les personnes sondées avaient un sens aussi pertinent de la répartition, cela obligerait sûrement les enquêteurs à assouplir leurs modules rigides ne permettant qu'un seul type de réponse. Mais est-ce dans leur intérêt?

Carte au Conseil fédéral

Pour terminer, signalons encore que la carte postale éditée par la SES (Fondation suisse de l'énergie), adressée au Conseil fédéral et déclinant l'offre de celui-ci de participer à la recherche d'un dépôt pour les déchets nucléaires en stipulant que ce n'est que lorsqu'il ne sera plus question de construire de nouvelles centrales nucléaires que nous assumerons notre responsabilité en tant que consommateur d'électricité, a fait un tabac. Elle sera prochainement remise en grande pompe à nos autorités.

Les déchets nucléaires qu'en faire? Avant tout, cessons d'en faire!

Anne-Cécile Reimann

Lettre ouverte

Concerne : Sondage sur l'avenir des déchets radioactifs

Messieurs,

(...) Vu l'importance et la complexité de l'objet de ce sondage, j'ai répondu aux questions par des remarques ou des idées personnelles plutôt que par le biais du questionnaire.

En effet, le questionnaire à réponses multiples, de part sa structuration, est un moule étrié, nécessairement orienté, qui ne laisse que le choix de réponses catégoriques, oui ou non (+ ou -), ou le choix de l'indécision, ni oui, ni non (±).

Un tel sujet mérite plus qu'un questionnaire formaté et plus que 20 à 30 minutes pour le traiter. Il requiert de la part des enquêteurs la création d'un outil de communication souple et interactif et de la part des enquêtés une réflexion continue fondée sur une information désintéressée. Ainsi seront réunies les conditions d'une campagne d'évaluation susceptible d'aboutir à des solutions à la hauteur de l'ampleur et de la gravité du problème posé.

Il est évident que du sondage d'opinion, tel que vous l'avez proposé, ne découleront que des réponses passives de la part d'une population démotivée, déléguant les pouvoirs de décision aux spécialistes seuls détenteurs de la «solution».

C'est de tout le contraire dont nous avons besoin aujourd'hui car l'homme du XXIème siècle doit prendre son destin en main s'il veut survivre aux conséquences nuisibles de ses propres créations.

En vous souhaitant bonne lecture de ce document je vous présente, Messieurs, mes meilleures salutations.

Claude Janzi

Nucléaire et changement climatique: le grand bluff

Il y a peu, sur une chaîne de télévision française, nous avons entendu cette énormité: la France craint moins que ses voisines les coupures de gaz russe car 80% de son énergie provient du nucléaire. Il s'agit d'une confusion dramatique et savamment entretenue entre l'électricité et l'énergie.

Beaucoup de plutonium et un peu d'électricité

Nous nous devons, à ContrAtom, de répéter sans cesse, qu'en dehors du plutonium, toutes les centrales nucléaires du monde entier ne servent qu'à faire une seule chose: **de l'électricité**.

Avant de parler de l'impact mondial du nucléaire sur le climat, il serait peut-être utile de prendre connaissance de la part de l'électricité dans la consommation mondiale d'énergie et... de la part, toujours au niveau mondial, de la production d'origine nucléaire dans le total de l'électricité produite.

Un rendement catastrophique

Selon les lois intangibles de la thermodynamique, la conversion de chaleur en forces motrices se fait avec des pertes. C'est regrettable, mais incontournable. Cette conversion de la chaleur tirée de la fission de l'uranium – et cela dans les bons modèles actuels de centrales – se fait avec une perte de 67 %.

Cette perte correspond en grande partie au nécessaire refroidissement du réacteur. Elle se fait par rayonnement dans l'atmosphère, par réchauffement de l'eau détournée des fleuves ou des eaux côtières et surtout par émission de vapeur d'eau... les panaches qui coiffent les tours de refroidissement. Toutes les centrales (charbon, gaz, fuel, uranium) polluent thermiquement l'atmosphère. Mais, comme le nucléaire a le pire rendement de toutes les centrales (33 % contre, par exemple, 73 % pour le gaz en cogénération) il est, en cette matière, le plus mauvais. Ce n'est pas tout, le 12 % de ce tiers résiduel est encore perdu en auto-consommation dans la centrale et dans le transport et la distribution. Il ne parvient donc au compteur de l'utilisateur que 28,9 % de l'énergie de fission.

Une part dérisoire de l'énergie consommée dans le monde

Dans le monde en 2003, l'année de référence de notre étude, il a été consommé 10.140 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep) (tous combustibles confondus y compris les boues séchées des bovins, y compris l'hy-

15,5%; pour finir encore symbolique, le nouveau renouvelable 0,3 %.

De ces chiffres, dont le lecteur voudra bien nous pardonner l'abondance, il résulte que la part d'origine nucléaire ne représente que **2,47 %** (0,1581 x 0,156)... du total de l'énergie consommée en final dans le monde.



Toutes les centrales atomiques fabriquent du plutonium

draulique, l'éolien...). Sur ce total, environ 2.200 Mtep ont été perdues dans la conversion d'électricité, comme il vient d'être expliqué; ce qui ramène la consommation finale (celle des usagers) à 7.940 Mtep. Dans le même temps, celle d'électricité a été de 14.597,5 milliards de kWh. Ce qui au taux de conversion de l'ONU et des *physiciens* représente 1.255,4 Mtep ou 15,81 % du total ramené à 7.940 (énergie finale).

Il nous reste à nous interroger, toujours au niveau mondial et pour cette année 2003, sur la part d'origine nucléaire dans la consommation d'électricité: au total 68,6 % sont d'origine thermique classique dont malheureusement les deux tiers proviennent du charbon; viennent ensuite, presque à égalité, le nucléaire 15,6 % et l'hydraulique

Et les réserves d'uranium?

Cette part, presque risible – eu égard à ce que la techno-structure nous promet en matière de lutte contre l'effet de serre – peut-elle sensiblement augmenter? La réponse nous est peut-être donnée par l'Agence Internationale de l'Energie. Cette dernière, qui semble fort optimiste sur l'état réel des réserves d'hydrocarbures, prévoit une croissance annuelle et maintenue de 1,60 % de ces dernières contre 0,1 % pour l'uranium.

Chiffre dont la faiblesse peut surprendre alors que l'on parle tant de grands programmes de centrales atomiques en Asie. Mais il faut tenir compte du fait incontournable qu'à l'horizon 2025, les deux tiers des centrales de l'Est, la moitié des européennes et **toutes** celles des USA – dont les comman-

des ont cessé dès 1973 – seront remises. Et ce n'est pas les rodomontades de ce pauvre Bush qui vont inciter les financiers américains à relancer des programmes. Ces derniers comptent beaucoup moins que leurs homologues européens sur l'aide publique et savent gérer sans subventions. Ils ne tiennent pas pour les besoins futurs à surpayer l'investissement de production (4 fois celui du kWh au gaz).

En résumé, selon l'AEI, entre 2003 et 2025 et en final, la part du nucléaire va régresser de 2,47 % à 1,67 % et quels que soient les mérites de cette filière quant à l'effet de serre, son action sur le climat ne peut être et ne restera qu'homéopathique!

Certains lecteurs vont être surpris par la modicité de ces pourcentages. Rappelons qu'ils sont donnés au *final*. Précisons qu'en *énergies primaires*, qui incorporent les combustibles brûlés dans les centrales, les pourcentages du nucléaire sont de 5,9 % en 2003 et tomberont, selon l'AIE, en 2025 à 4%.

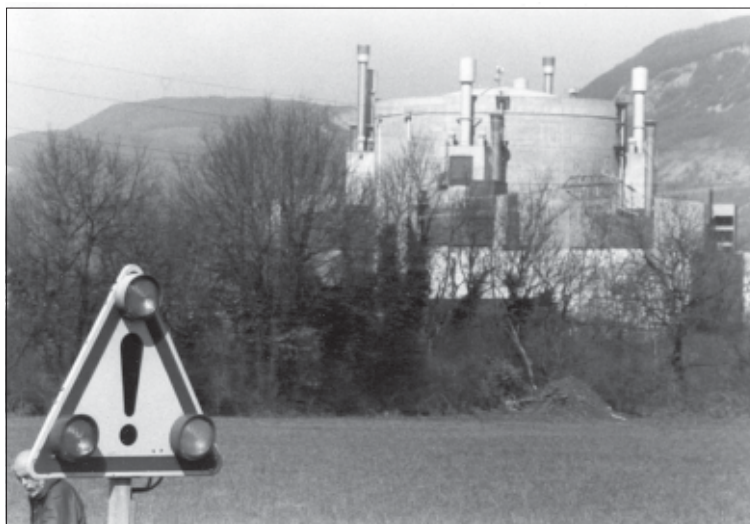
Guy Demenge

Dans le numéro 86 de ContrAtom, nous verrons si ces centrales, malgré cette part si menue, sont si exceptionnelles quant à l'effet de serre : l'Agence Internationale de l'Energie Atomique ainsi que le trust français Areva vont jusqu'à les créditer d'un dégagement de CO₂ neuf fois plus faible par rapport à l'hydraulique... et même, tenez-vous bien, 130 fois plus faible par rapport au gaz et au fuel confondus. Enfin, pour les lecteurs qui tiennent à étoffer leur documentation, nous tenons à leur disposition le détail des analyses dont cet article est le résumé.

Superphénix Superfolie

Décidé en 1974, construit entre 1975 et 1986, en panne pendant dix ans (moins d'un an de production en cumulant les périodes hors pannes), le surgénérateur Superphénix, premier réacteur de «quatrième génération», est un échec cuisant pour le lobby nucléaire.

2008 et permettre de noyer le sodium par petites quantités dans du béton pour obtenir à l'arrivée 70.000 tonnes de béton très faiblement radioactif. Si tout va bien (le sodium s'enflamme au contact de l'air, explose au contact de l'eau), cela sera terminé en 2013!



Dix ans après son arrêt, Superphenix est toujours un danger

Arrêté en 1997, il est actuellement en démolition ... en théorie. Car dans la pratique, EDF n'a pu «déconstruire» que les salles périphériques et se trouve dans l'incapacité de fermer le **bâtiment réacteur où se trouvent, près de dix ans plus tard, 5000 tonnes de sodium** utilisées pour refroidir le cœur du réacteur (prévu pour fonctionner avec du plutonium).

Fin 2006, EDF a fait le point en annonçant la construction en 2007 d'une chaîne de neutralisation du sodium qui devrait entrer en fonctionnement en

En attendant, **il faut continuer à chauffer le sodium pour le maintenir à l'état liquide, ce qui consomme autant qu'une ville de 40.000 habitant-e-s.**

La suite de la démolition devrait encore se poursuivre jusqu'en 2025. 400 personnes continuent à travailler sur le site. **En 2025, il restera une immense piscine contenant 14 tonnes de plutonium**, soit le cœur du réacteur et celui de remplacement prévu à l'époque. Il suffit d'une dizaine de kilos de ce plutonium pour faire une bombe atomique. Une cible parfaite pour un avion terroriste! Cet échec a coûté plus de 3 milliards d'euros aux contribuables, son bilan énergétique est largement négatif, le danger d'un accident avec le sodium est toujours possible, celui avec le plutonium est durable: **la radioactivité du plutonium ne diminuera de moitié que dans 24.000 ans !** Ce sont les mêmes technocrates qui aujourd'hui vous proposent de renouveler ce genre d'expériences avec des ITER, des EPR ou d'hypothétiques nouveaux surgénérateurs !

Source: Silence

Le plutonium, sous-produit de l'industrie nucléaire

L'uranium enrichi a d'abord servi à faire la première bombe... et, ensuite, avec la pile construite à cet usage, à **extraire le plutonium**... pour fabriquer toutes les autres bombes... des centaines de milliers de bombes **A** et de bombes **H**. Toutes les centrales atomiques, nous avons dit **toutes**, sans exception, civiles comme militaires, fabriquent au minimum 37 grammes de plutonium par million de kilowattheures produits. Ainsi, la France qui produit, bon an mal an, 440.000 millions de kWh d'origine nucléaire voit théoriquement son stock de cette horrible matière augmenter de 16 tonnes par an... ce qui excède de beaucoup ses besoins militaires. Il n'en est pas de même de l'Inde et de la Chine, qui n'ayant qu'une croyance mitigée dans la bonté et le pacifisme nord-américains, commandent fébrilement des centrales nucléaires pour se doter le plus vite possible de forces de frappe surabondantes capables, quelle que soit l'attaque ou la riposte, de vitrifier le *Bushistan*.

GD

17 mars: des milliers de personnes dans les rues contre le nucléaire

Rien de tel qu'une belle manif antinucléaire pour vous remonter le moral, vous requinquer, vous donner espoir et courage! Et pour une belle manif, ce fut une belle manif ce samedi 17 mars à Lyon: 8.000 personnes dans la rue, sous un soleil radieux, de la bonne humeur, de la ferveur, de la musique, des rires et des chansons.



photo Yann Forget

Belle mobilisation

Une vingtaine de ContrAtomistes avaient fait le déplacement, les panneaux jaunes étaient de la partie et la belle banderole de ContrAtom, fabriquée tout exprès pour l'occasion faisait sa première sortie. Tout au long du parcours, nous avons chanté notre rengaine fétiche: «Le nucléaire c'est la galère», drainant de nouveaux choristes à chaque carrefour.

60.000 manifestant-e-s

Dans le même temps, des manifestations de ce type se déroulaient dans quatre autres villes de France. On annonçait 40.000 manifestant-e-s à Rennes!! 8.000 à Toulouse et Strasbourg et 4.000 à Lille. **Ça en fait du monde pour dire STOP au nouveau réacteur nucléaire EPR en voie de réalisation à Flamanville dans le département de la Manche.**



photo Yann Forget

A cinq semaines des élections présidentielles françaises, il s'agissait aussi d'interpeller les prétendant-e-s à l'Elysée sur la question du nucléaire. Question posée donc et restée curieusement sans réponse jusqu'ici !

La Suisse et l'Europe en général ne sont pas épargnées par l'idée de construire de nouvelles installations nucléaires et c'est le moment ou jamais d'internationaliser la lutte. Les manifestations, si elles sont bien suivies, sont un extraordinaire moyen citoyen de faire entendre notre voix et de donner de l'écho à notre combat. Nous devons absolument occuper le terrain.

Le pouvoir est aussi dans la rue, alors allons-y.

A la prochaine manif !

Anne-Cécile

Tout savoir sur le réacteur EPR

EPR, ce sont les initiales de European Pressurized water Reactor qui se traduit par Réacteur Européen à eau sous Pression (REP en français). C'est un réacteur à fission, comme tous les autres (excepté le projet ITER, mais là c'est autre chose) et sa conception est similaire aux 58 réacteurs actuels du parc nucléaire français.

Construction problématique

Il a été conçu par les ingénieurs de Siemens et Framatome en 1992, sa puissance est de 1600 MW. L'Etat français a autorisé la construction de l'EPR à Flamanville dans le département de la Manche et EDF a commencé, en juillet 2006, les travaux de construction.

Un premier prototype de ce réacteur est actuellement en construction depuis début 2005 à Olkiluoto, en Finlande. Le chantier est marqué par d'incessants problèmes de contrôle de qualité et on s'attend à un retard de la mise en service de deux à trois ans. Les problèmes rencontrés concernent la qualité des matériaux (béton et aciers) et pourraient avoir de graves conséquences en cas de situation accidentelle.

Sûreté

Ce réacteur ne présente pas d'amélioration décisive sur le plan du risque d'accident majeur. En effet, l'EPR nécessite, comme tous les autres réacteurs français, des systèmes de refroidissement alimentés électriquement en permanence: une défaillance de ces systèmes entraîneraient la fusion du combustible nucléaire, c'est-à-dire l'accident nucléaire majeur.

Dangereux combustible

Ce réacteur ne présente aucun progrès non plus quant à la nature des déchets radioactifs.

Il est prévu pour utiliser des combustibles au plutonium (MOX), issus du retraitement des combustibles irradiés, qui produisent à leur tour des déchets radioactifs encore plus dangereux que les déchets

provenant des centrales qui utilisent de l'uranium.

Sécurité

EDF n'a pas fait la preuve que l'EPR résisterait au crash d'un avion de ligne rempli de kérosène, comme le démontre le document classé Confidentiel Défense par le gouvernement français.

De plus, les besoins électriques de la France ne justifient pas la construction du réacteur EPR.

La construction de l'EPR n'est pas un facteur de développement économique et social.

L'EPR ne doit pas être construit – ni en France, ni ailleurs.

Ces renseignements sont tirés de la brochure « L'EPR en bref », collectif STOPEPR, www.stop-epr.org

Areva continue de boire la tasse en Finlande

L'EPR en Finlande, c'était soi-disant le contrat du siècle mais aussi le retour du nucléaire en Europe.

Le résultat opérationnel du groupe Areva pour 2006 a chuté de 26%. **Une chute essentiellement due au retard de la construction de l'EPR finlandais**, un retard aujourd'hui d'un an et demi après un an et demi de travaux ! La division «réacteur et services» a même un résultat opérationnel négatif de : - 420 millions d'euros.

D'ores et déjà, Areva n'espère plus gagner de l'argent en Finlande, comme l'a avoué sa PdG jeudi 22 mars lors de la conférence de presse de présentation des résultats. La question est combien Areva va perdre avec son premier



photo Pierre Vanek

EPR? Un coût caché pour le moment, qui est en négociation avec le client finlandais et qui pourrait même s'aggraver car sur le chantier, les problèmes continuent.

Les contribuables français devraient être mis à contribution pour payer les pots cassés. Lors de

sa vente en Finlande, Areva a en effet obtenu une garantie financière de l'Etat via la Coface. Cette garantie fait d'ailleurs l'objet actuellement d'une enquête de la commission européenne qui doute de sa conformité avec les règles de la concurrence...

Source : Greenpeace, 23 mars 2007

«Coming out» énergétique 2

La série initiée par Philippe Gobet dans le numéro précédent a déjà fait un émule. A qui le tour ? N'hésitez pas à nous présenter un résumé de votre profil de consommateur énergétique et nous le publierons dans une prochaine édition.

Lorsque nous vivions en appartement, avec mon épouse et mon fils en bas âge, **notre consommation électrique annuelle s'élevait à 1500 kWh** (courant vert), ce qui est inférieur à la moyenne genevoise de 2610 kWh pour un ménage comparable. Ce résultat est dû à la mise en application des conseils du journal ContrAtom, qui vantait jadis les premières **ampoules économiques**, puis attira notre attention sur les «wattasites»

Le rêve de faire installer, par notre régie, des panneaux solaires sur le toit de l'immeuble a failli devenir projet. Nous avons trouvé quelques complices pour faire renaître l'ancienne association de locataires et un volet « environnement » figurait en bonne position dans notre stratégie, avec l'espoir d'une aide précieuse des SIG. Mais la régie, qui s'intéressait plus au montant des loyers qu'à nos doléances, ne nous permit pas d'en arriver là: un conflit juridi-



c'est-à-dire la consommation cachée des **appareils en stand by**. Un truc pour détecter de telles pertes? Posez votre main sur vos appareils éteints. Si l'un d'eux est tiède ou chaud, c'est que son transformateur continue de consommer. Il suffit d'**installer un interrupteur sur le câble d'alimentation** et vous reprenez le contrôle de votre consommation.

C'est devenu un jeu d'élaborer un mode de vie sans la multitude d'appareils électroménagers que le commerce nous propose. Nous avons un petit mixer Bamix pour la cuisine, pas de micro-ondes, pas de gadgets. Nous avons la chance d'avoir le gaz pour cuisiner. Les lampes économiques sont partout, sauf pour les plafonniers que nous n'allumons que pour éclairer momentanément une pièce. Malgré tout, nous avons un radiateur électrique dans la salle de bains (puisque l'architecte oublia paraît-il d'y faire mettre le chauffage). **Mais, arrivé à un certain stade, il est difficile de réduire individuellement sa consommation, il faudrait passer à des mesures collectives.**

que éclata à propos des loyers et l'espoir d'une telle collaboration s'envola – mais qui sait, un jour?

Entre-temps, un autre rêve, celui de la maison individuelle, devint réalité: mon épouse et moi avons déniché une bâtisse ancienne en France voisine et **nous allions enfin pouvoir maîtriser notre «empreinte énergétique»: isolation performante et panneaux solaires pour l'eau chaude** s'imposèrent d'emblée. J'ai aussi conformé le jardin et son entretien de manière à m'affranchir de certains appareils (le monceau de branches en décomposition plutôt que la broyeuse, la taille des haies peu fréquente et manuelle etc.) Après six ans de travaux, nous y habitons enfin, mais il faut noter que **l'espace plus grand entraîne d'autres consommations ... et la nôtre semble être remontée à 1820 kWh annuelle.**

Vivant à présent dans le pays le plus nucléarisé du monde, j'envisage avec jubilation **l'installation d'une petite centrale photovoltaïque**, qui couvrirait la plupart de nos besoins et rendrait notre démarche plus complète. Après avoir subi les coups de pieds et grenades lacrymogènes des CRS lors des fameuses manifs contre le futur surgénérateur de Malville dans les années 70, la perspective de vendre notre surplus d'électricité à EDF a un goût de revanche assez savoureux.

Philippe Lemoine

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8